

Le déficit de la balance commerciale

Jacques Parizeau

Volume 32, Number 3, October–December 1956

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1000181ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1000181ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Parizeau, J. (1956). Le déficit de la balance commerciale. *L'Actualité économique*, 32(3), 502–514. <https://doi.org/10.7202/1000181ar>

Commentaires

Le déficit de la balance commerciale Depuis quelques mois, l'opinion publique a été alertée, à divers titres, par l'accroissement important et soudain du déficit de la balance commerciale. On a précisé, en particulier, que le déficit vis-à-vis les États-Unis atteindrait sans doute plus d'un milliard de dollars au cours de la présente année. Un tel écart entre les exportations et les importations est, dit-on, dangereux parce qu'il doit être financé par une masse de capitaux qui dépasse largement ce que le pays est en mesure d'absorber sans risque. Que ces capitaux viennent à manquer et la balance des paiements sera en déséquilibre grave.

La documentation statistique nécessaire pour l'année 1956 est encore très fragmentaire, ce qui rend l'analyse et l'interprétation des mouvements récents du commerce extérieur assez aléatoires. L'intérêt soulevé par le déficit commercial justifie néanmoins d'entreprendre le travail à un moment aussi statistiquement inopportun¹.

Le tableau qui suit retrace l'évolution de la balance commerciale du pays depuis 1949. On constate qu'au cours des dernières années, les déficits de la balance commerciale se sont succédés, ce qui est tout à fait inusitée au Canada. De 1900 à 1914, les déficits furent nombreux, correspondant alors à une entrée massive de capitaux. Les investissements entrepris au Canada étaient tels que l'on devait

1. Toutes les données statistiques utilisées dans les pages qui suivent sont tirées des plaquettes mensuelles *Trade of Canada (Monthly Summary of Foreign Trade, Import for Consumption, et Domestic Exports)*, et des estimés trimestriels de la balance des paiements.

COMMENTAIRES

Tableau I
Balance commerciale

	Exportations	Importations	Balance commerciale
	(en millions de dollars)		
1949.....	3,023	2,761	+261
1950.....	3,157	3,174	- 17
1951.....	3,964	4,085	-122
1952.....	4,356	4,031	+326
1953.....	4,172	4,383	-210
1954.....	3,947	4,093	-146
1955.....	4,352	4,712	-361
1956 (8 mois).....	3,114	3,802	-640

faire appel à une très forte quantité d'équipement étranger. Les capitaux entrant au pays servaient donc à payer l'équipement nécessaire.

Au début de la crise de 1929, aussi, on observe des déficits importants qui proviennent de la combinaison d'une chute rapide de nos ventes à l'étranger et de l'effondrement du prix de ces produits.

Depuis cette époque cependant, la balance commerciale était en général excédentaire. On peut même considérer que de 1950 à 1954, les déficits indiqués plus haut sont en partie artificiels, puisque les exportations nettes d'or non monétaire (nouvellement extrait et qui n'a pas été utilisé par l'industrie) qui n'entrent pas au tableau I, étaient au cours des années récentes de 150 à 160 millions de dollars par an.

Jusqu'en 1954, on peut donc à la rigueur admettre que les entrées de capitaux étrangers sont contrebalancées par le déficit des opérations courantes qui ne portent pas sur des marchandises (fret, tourisme, opérations financières, etc.) et par les variations des réserves officielles d'or et de devises.

À partir de 1955, les choses changent très nettement. Le déficit de la balance commerciale devient soudainement énorme. On pourrait évidemment chercher à expliquer cet anomalie à partir de l'intensification des mouvements de capitaux. Le raisonnement serait alors le suivant.

Les investissements entrepris au Canada depuis deux ans, grâce aux capitaux étrangers, ont provoqué une demande de biens d'équi-

pement qui ne pouvait être satisfaite autrement que par un accroissement des importations, la capacité de production nationale étant déjà utilisée. Ce serait donc l'accroissement rapide des entrées de capitaux à des fins d'investissements à long terme qui aurait bouleversé l'équilibre commercial antérieur.

L'étude de la balance des paiements ne révèle pas cependant des mouvements de capitaux à long terme dont l'ampleur serait suffisante pour supporter cette thèse. C'est ainsi que les entrées nettes de capitaux directs se sont simplement maintenues à peu près au même niveau depuis 1953, alors que les émissions de titres par des Canadiens sur les marchés étrangers en 1955 et au début de 1956 ne dépassaient pas le niveau des deux années antérieures.

Tableau II
Entrée de capitaux à long terme

	Investissements directs au Canada	Investissements directs à l'étranger	Entrée nette de capitaux directs
1953.....	426	- 63	363
1954.....	392	- 81	311
1955.....	410	- 67	343
1955-56 ¹	462	-100	362
	Émissions d'emprunt à l'étranger	Rachat d'émission	Émission nette
1953.....	335	-146	189
1954.....	331	-203	132
1955.....	166	-184	- 18
1955-56 ¹	306	-136	170

L'accroissement du déficit de la balance commerciale n'a donc pas été financé par l'entrée de capitaux.

C'est du côté des transactions financières à court terme et à très court terme qu'on doit trouver le moyen principal de payer ces achats incroyables que les Canadiens ont récemment entrepris à l'étranger.

On se rendra compte aisément, à partir des chiffres qui suivent, que la montée en flèche du déficit de notre balance commerciale a été accompagnée de mouvements compensatoires de capitaux instables. Les échéances, si l'on peut s'exprimer ainsi, ont été

1. Quatre trimestres finissant le 30 juin 1956.

Tableau III

Entrées de capitaux à moyen terme et court terme

	Transactions sur des titres canadiens déjà émis	"Autres capitaux" (court terme)
1953.....	- 31	-185
1954.....	+ 63	- 28
1955.....	- 17	+197
1955-56 ¹	+133	+368

payées au moyen d'expédients. Expédients nombreux d'ailleurs, qui font illusion sur la situation réelle dans la mesure où le dollar canadien est régulièrement à prime par rapport au dollar américain. On a pu croire, à première vue, que cette appréciation continue du dollar canadien venait de facteurs fondamentaux du marché, mais on doit admettre qu'en définitive, c'est l'abondance des entrées de capitaux à court terme qui en est responsable en bonne partie.

L'entrée de ces fonds instables n'est évidemment pas due au hasard. La hausse très rapide des taux d'intérêts au Canada a attiré une masse importante de liquidités américaines. Il n'en est pas moins vrai que ce qui entre au pays de cette façon peut en sortir aisément. Le déficit de la balance commerciale, facilement supporté maintenant, pourrait donc devenir tout à coup une dangereuse brisure. Il n'y a aucun mérite à se maintenir temporairement sur la corde raide².

* * *

L'accroissement relatif des importations est à peu de chose près le même qu'il s'agisse de produits en provenance des États-

1. Quatre trimestres finissant le 30 juin 1956.

2. Les données de la balance des paiements du troisième trimestre de 1956, publiées après l'impression de ce texte, révèlent que le déficit de la balance des comptes a été plus que compensé par des entrées de capitaux à long terme. Cela semble contredire ce qui a été exposé ci-dessus. On remarquera cependant qu'en raison de facteurs saisonniers normaux, le troisième trimestre est toujours caractérisé par une balance des comptes plus favorable que d'habitude. Le déficit, au troisième trimestre de 1956 n'en est pas moins deux fois plus élevé que celui de 1955.

D'autre part, la rareté de fonds disponibles sur le marché canadien, au cours du troisième trimestre, a amené des émissions importantes de titres canadiens à l'étranger.

La coïncidence d'une baisse saisonnière du déficit de la balance des comptes et d'une tension sur le marché financier a éliminé la nécessité d'un recours à des ajustements à court terme.

Mais les forces qui agissent pour maintenir à un haut niveau le déficit de la balance des comptes, restent très aiguës et peuvent faire réapparaître, au quatrième trimestre, un nouveau recours à des entrées de capitaux instables.

Unis, d'Angleterre et des autres pays. Dans les trois cas, l'accroissement est de l'ordre de 25 à 30 p.c. des huit premiers mois de 1955 à la période correspondante de 1956. Au contraire, la progression des exportations est beaucoup plus irrégulière, elle est nulle en direction de la Grande-Bretagne, de 11 p.c. en direction des États-Unis et de 25 p.c. pour ce qui est des autres pays.

En somme, alors même que le déficit traditionnel de la balance commerciale avec les États-Unis s'accroissait, les surplus non moins traditionnels avec le reste du monde se réduisaient. La balance commerciale totale s'est donc rapidement détériorée.

* * *

L'observation de la composition des exportations et des importations canadiennes au cours de 1956 suggère, mieux peut-être qu'une analyse globale, la nature des éléments du déséquilibre commercial qui est ainsi apparu. Nous nous attacherons successivement à retracer l'évolution des principaux postes des importations puis des exportations.

Si le volume total des importations au cours des huit premiers mois de 1956 est nettement plus élevé que celui de 1955, le dernier est lui-même égal à celui de 1953. En somme, la récession de 1954 avait fortement réduit le volume des achats à l'extérieur; la reprise amorcée l'année suivante l'avait relevé au niveau de 1953; et la conjoncture très tendue de 1956 lui a fait faire un bond en avant.

On sait que tous les produits importés ne sont pas aussi sensibles les uns que les autres à un mouvement de la conjoncture. Les uns, les produits alimentaires communs, par exemple, ne se ressentent guère d'une récession et, en temps de conjoncture ascendante, sont assez inélastique à une augmentation de revenus. D'autres produits au contraire, les produits du fer et de l'acier, par exemple, sont éminemment sensibles au niveau de l'activité économique, qu'il s'agisse de biens durables de consommation ou de biens d'équipement. Ces différences importantes d'élasticité à la conjoncture se répercutent sur la composition des importations totales. Lorsque le niveau de l'activité baisse, les produits végétaux et animaux, les textiles, les produits du bois, représentent une proportion croissante du total, alors que la part des produits du

fer et de l'acier a tendance à décroître. En période de haute conjoncture, le contraire se produit.

La règle n'est pas fixe et peut être invalidée par de brusques mouvements divergents des prix des composantes, comme ce fut le cas pendant la guerre de Corée. Elle n'en permet pas moins de comprendre certains mouvements dans la composition des importations.

La reprise de l'économie, en 1955, a fait croître énormément les importations de fer et d'acier, et c'est de ce côté surtout que l'on doit chercher une explication de la hausse récente des importations. Au cours des premiers huit mois de 1956, les importations des produits du fer et de l'acier étaient d'environ 471 millions de dollars plus élevées qu'au cours de la période correspondante de l'année précédente. D'une période à l'autre, les importations totales ne sont guère montées que de 790 millions de dollars.

La hausse relative des importations de fer et d'acier est très vive même en regard du mouvement normal signalé plus haut. Un poste qui ne comptait que pour guère plus qu'un tiers du total des huit premiers mois de 1955, est responsable des trois cinquièmes d'une hausse de 26 p.c. des importations totales.

L'ensemble des postes des importations de fer et d'acier ont reflété des accroissements au cours de la période étudiée. Il reste à déterminer cependant quels produits spécifiques sont responsables de cette échappée. Les importations de quatre types de produits se sont particulièrement accrues ainsi qu'il est indiqué au tableau IV.

Ce tableau suggère une première indication du caractère anormal de la croissance des importations. Près de la moitié de l'accroissement de nos achats entre les deux périodes mentionnées plus haut vient de l'augmentation des entrées de quatre types de produits. Dans chacun des quatre cas, la hausse est très sensible. Elle est due, d'une part, au très haut niveau des investissements au Canada et, d'autre part, à la recrudescence des achats de biens de consommation durables, puisque dans le tableau ci-dessous les véhicules mentionnés sont, dans la presque totalité, des voitures de tourisme.

Nous en sommes arrivés à un cas extrême qui a été étudié et annoncé plusieurs fois par le passé. Notre industrie sidérurgique semble incapable de faire face, dans son état actuel, à un développe-

Tableau IV
Importations de certains groupes de produits
 (Accroissement entre les huit premiers mois de 1955
 et les mois correspondants de 1956)

	En millions de dollars	En p.c.
Machinerie		
Agriculture.....	53	
Minière et métallurgique.....	31	
Machinerie de bureau.....	6	
Autre.....	97	
Total.....	187	46
Produits des laminoires.....	81	115
Automobiles.....	61	82
Tuyauterie.....	51	173
Total.....	380	

ment rapide de l'économie. La capacité de production des aciéries, relevée à diverses reprises, souvent avec l'aide et à l'instigation directe de l'État, ne suit cependant pas un rythme de croissance compatible avec le haut niveau d'investissements provoqués pour une part par l'entrée des capitaux américains. L'industrie de l'outillage et de l'équipement ne semble pas, non plus, être ni suffisamment diversifiée ni suffisamment intensifiée.¹ Enfin, après avoir réduit ses exportations, autrefois abondantes, à des quantités dérisoires, l'industrie de l'automobile n'est plus, dans l'état actuel de sa capacité de production, en mesure de faire face à la demande qu'elle a contribué à activer.

Il est possible qu'on poursuive encore quelque temps la politique qui consiste à satisfaire le marché domestique à presque tous les niveaux de conjoncture, sauf les plus élevés, à partir desquels l'importation sert alors de soupape. On comprend que les entreprises ne veuillent pas considérer des investissements qui seraient, pour le moment tout au moins, totalement utilisés aux seules périodes de pointe. Tôt ou tard cependant, il semble bien que l'on doive assister à une expansion considérable dans l'industrie

1. Cela s'est manifesté à plusieurs reprises et en particulier lors de la mise en chantier du pipeline pour le transport du gaz naturel vers l'Est du pays. L'accroissement remarquable des importations de tuyauterie est pour une bonne part due à la construction de ce pipeline.

sidérurgique et mécanique. En raison du développement extraordinairement rapide du marché, ce temps n'est peut-être pas très éloigné.

Les importations autres que celles du fer et de l'acier ne peuvent être analysées ici d'une façon détaillée. Que bon nombre de produits aient été achetés à l'étranger en quantité plus considérable, cela se comprend sans peine. On remarquera cependant que les importations d'appareils électriques se sont accrues de 25 p.c., du premier semestre 1955 au premier semestre 1956. En dépit de sa croissance accélérée, l'industrie électrique et électronique n'arrive pas encore à satisfaire un marché qui semble insatiable. Simple problème d'adaptation et de diversification de l'industrie qui paraît devoir se résoudre d'ici quelques années.

En définitive, la hausse spectaculaire des importations au cours des mois récents comporte deux composantes :

a) un accroissement conjoncturel général lié au développement des revenus et des investissements au Canada.

b) un accroissement « soupape » répondant à l'apparition de goulots d'étranglement dans certaines industries.

* * *

Le cas des exportations est, semble-t-il, moins clair que celui des importations. Au cours des huit premiers mois de 1956, les ventes ont augmenté de 353 millions par rapport aux huit premiers mois de 1955, en regard d'une hausse de près de 790 millions des importations. Le relevé des données relatives aux exportations étant disponible jusqu'au mois de septembre (au moment où ce texte est rédigé), l'étude qui suit porte sur les neuf premiers mois de 1956, comparés à la période correspondante de 1955. Sans doute, en procédant ainsi, on attend à la logique et à l'ordonnement rationnel de l'exposé, puisque les données retenues du sujet des importations ne portaient que sur les huit premiers mois de l'année. Mais ce que l'on perd en esthétique, on le gagne en rigueur dans l'observation des tendances.

Les exportations des trois premiers trimestres de 1956 sont, par rapport à la même période de 1955, à un niveau supérieur de 360 millions de dollars. Aussi minable qu'elle paraisse, cette augmen-

tation n'en a pas moins été facilitée par des circonstances exceptionnelles.

On constate que la majeure partie de l'augmentation des exportations vient des ventes de cinq produits: le blé, le pétrole, le minerai de fer, les produits du cuivre et les avions et pièces d'avions. Les quatre cinquièmes de l'accroissement total viennent de là.

Il est assez illusoire cependant de ramener ainsi une augmentation définie des exportations à quelques produits. En effet, les mouvements contradictoires sont très nombreux. C'est ainsi, par exemple, que l'accroissement sensible des exportations de papier au cours de la période étudiée est compensée par une chute non moins sensible des exportations de bois-d'œuvre. La compensation de tous ces mouvements contradictoires fait que dans le cas de trois groupes de produits, le bois, les textiles et les produits animaux, les exportations totales n'ont pas variées.

Le contraste est donc frappant: alors que la progression des importations a été assez générale, il n'en est pas de même pour les exportations. Si les avances sont nombreuses, les reculs ne le sont pas moins. Les produits signalés plus haut sont donc retenus non pas parce que ce sont les seuls qui aient été caractérisés par une hausse notoire, mais parce que dans leur cas les accroissements ont été particulièrement forts.

Tableau V
Exportations de cinq groupes de produits
(Accroissement entre les trois premiers trimestres de 1955
et les trois premiers trimestres de 1956)

	En millions de dollars	En p.c.
Blé.....	139	54
Pétrole.....	56	230
Minerai de fer.....	33	48
Produits du cuivre.....	31	26
Avions et pièces.....	27	195

Ces accroissements sont souvent dus à des conditions tout à fait exceptionnelles. Les exportations de blé, en particulier, ont été influencées d'abord et avant tout par les récoltes en Europe et par les contrats signés par le gouvernement fédéral avec les pays du bloc soviétique.

Une fois de plus, une calamité en Europe aura déterminé un accroissement des revenus au Canada. L'incroyable hiver de 1955-56, puis l'anormale saison d'été en Europe de l'Ouest, ont réduit très sensiblement les récoltes et il a fallu faire appel à des achats à l'étranger. En dépit de la politique de vente très agressive du gouvernement américain, contre laquelle le gouvernement canadien a riposté avec un art diplomatique aussi raffiné que peu efficace, le Canada a reçu sa part de commandes de produits agricoles. La demande de blé a été ainsi surélevée, alors même que les stocks avaient atteint un niveau critique.

En même temps, le gouvernement canadien expédiait du blé à la Pologne, l'URSS et la Tchécoslovaquie. Près de 50 millions de dollars, soit environ le tiers de l'accroissement des exportations de blé, ont été vendus à ces pays.

Dans un cas comme dans l'autre cependant, l'accroissement des ventes est exceptionnel. Les mauvaises récoltes ne sont pas éternelles, et les contrats avec les pays soviétiques ont un caractère politique qui en rend le renouvellement très aléatoire.

Le rythme d'expansion des exportations de minerai de fer et de pétrole ne se maintiendra pas indéfiniment. Ces deux produits viennent de trouver des débouchés nouveaux et préparés longtemps d'avance aux États-Unis. D'ici très peu de temps, les ventes vont se stabiliser ou du moins croître plus lentement. L'ouverture des mines de l'Ungava et la construction des pipe-lines a provoqué un énorme accroissement temporaire des expéditions.

Les ventes d'avions présentent un aspect particulier. Un avion coûte très cher, et quelques commandes en font bondir le montant des exportations sans préjuger d'un développement futur des marchés. Il faudra attendre encore quelque temps avant de savoir si l'industrie s'est ouvert des débouchés stables à l'extérieur.

Enfin, dans le cas des produits du cuivre, l'accroissement de la valeur des exportations vient essentiellement de la hausse spectaculaire des prix du métal au cours de 1955 et de 1956. Hausse de courte durée d'ailleurs, qui atteint son point culminant au milieu de 1956, après quoi les prix baissent rapidement.

En somme, pour ce qui est de chacun des produits étudiés, une série de hasards ou de phénomènes exceptionnels sur lesquels on ne peut compter dans l'avenir, s'est produite pour accélérer la crois-

sance totale des exportations. On peut conclure que sans ces éléments fortuits, les ventes à l'étranger n'auraient pas progressé d'une façon très sensible, en regard de la hausse de la conjoncture dans le monde. On pouvait d'ailleurs s'en douter en constatant, comme on l'a mentionné plus haut, les mouvements contradictoires des composantes de l'exportation.

Sans ces «heureux événements», nullement prévisibles pour ce qui est de certains d'entre eux, et aléatoires pour ce qui est des autres, la balance commerciale aurait été beaucoup plus déficitaire qu'elle ne l'a été en fait.

Il semble bien que, de plus en plus, les exportations, sauf exceptions, stagnent par rapport au développement du commerce mondial et par rapport aussi au développement de l'économie canadienne. Depuis déjà longtemps, on a douté de la vitalité de notre commerce d'exportation. Alors que la croissance de l'économie provoquait un appel très vif de produits étrangers, on a pu observer un réaménagement dans la composition des exportations qui en a limité l'accroissement. L'amélioration des débouchés pour le papier-journal, les métaux autres que le fer et les produits non métalliques, a été en partie compensée par la diminution des surplus exportables de produits laitiers et de viande, ou la fermeture des marchés traditionnels de certains produits alimentaires. Les ventes d'autres produits enfin, le blé ou le bois-d'œuvre, par exemple, se sont ressenties d'une concurrence internationale aiguë à laquelle les producteurs ou le gouvernement canadien n'étaient plus habitués. Il serait trop facile et très inexact, dans le cas présent de recourir, pour expliquer la perte de vitesse des exportations, à la vieille théorie classique des mouvements de prix. À une entrée de capitaux étrangers au Canada correspondrait une telle hausse des prix domestiques que les exportations canadiennes se trouveraient désavantagées sur les marchés mondiaux, en face de produits étrangers dont les prix sont inférieurs.

L'explication véritable semble plus simple, à première vue tout au moins. Le Canada n'a plus de politique d'exportation, ou plutôt les exportateurs canadiens continuent de maintenir celle qui avait cours après la guerre. Exiger un paiement en dollars, limiter le crédit au client à quelques mois, ou même se faire payer comptant, maintenir les prix au niveau du marché domestique, cela était

possible jusqu'en 1949. Tout ce qui était vendable était alors vendu. Mais les circonstances ont changé. La guerre des prix a recommencé; alors que les gouvernements étrangers, et le gouvernement des États-Unis en particulier, encouragent l'extension des crédits à l'exportation ou l'amélioration des conditions de vente, la position canadienne est restée beaucoup trop rigide.

Sans doute serait-il nécessaire de procéder à une étude très minutieuse de la structure récente du commerce extérieur du Canada pour nuancer et préciser les affirmations qui suivent. Dès maintenant, il semble que sur la base de l'expérience des quelques dernières années plusieurs transformations de notre politique commerciale s'imposent.

D'une part, il est devenu nécessaire de favoriser l'apparition et l'expansion de certaines industries au Canada. C'est la seule façon, en dehors des contrôles directs, d'empêcher les importations de croître à un rythme trop accéléré lorsque la conjoncture est fortement montante et de servir ainsi de soupape à la capacité de production. Il est même possible qu'étant donné le niveau des exportations, on doive finalement juger nécessaire de réduire, à long terme, la proportion des produits consommés ou investis au Canada qui viennent de l'étranger. Dans un cas comme dans l'autre, la politique tarifaire doit être révisée. Jusqu'à maintenant, on s'est contenté, en membre consciencieux de GATT, de réduire les tarifs de douanes graduellement ou d'en laisser fondre la valeur dans la mesure où les droits étaient spécifiques et non pas *ad valorem*. Cette apathie conciliante et consentante est trop libérale. Sans doute, une politique tarifaire plus flexible ne sera-t-elle pas suffisante. Il faudra probablement, dans l'industrie sidérurgique en particulier, une aide et une orientation de l'État qui a déjà été appliquée dans le passé et qu'il faut accentuer une fois de plus.

Du côté des exportations, le jeu est nécessairement plus subtil. Ici encore cependant, le manque d'imagination de la part des autorités officielles a des répercussions et des effets d'une indiscutable gravité. Il est nécessaire d'accélérer le développement des exportations, et pour cela, il est impossible d'éviter d'entrer dans la jungle qu'est devenu le commerce international. Pour prendre un exemple extrême, la machine agricole canadienne, dans les conditions actuelles de vente posées par le producteur canadien, ne se

vendra pas sur ces marchés où les producteurs allemands offrent aux clients un crédit échelonné sur plusieurs années. Il faut pouvoir faire la même chose; ce qui n'est pas possible sans un travail de prospection des marchés, d'encouragement et de soutien de la part de l'État. L'effort fait du côté du bloc soviétique ne peut pas à lui seul suffire.

Est-ce à dire que le dirigisme étatique du commerce extérieur est souhaitable? Sûrement pas. Il suffit seulement d'éviter que des dogmes dans lesquels les pays ne croient plus, servent à entraver l'action de l'un d'entre eux qui persévérerait à suivre des règles que ses concurrents et ses fournisseurs n'observent plus.

Quoi qu'il en soit, l'équilibre de la balance canadienne des paiements est actuellement servie par des circonstances exceptionnellement favorables. Une entrée de capitaux à court terme en quantité suffisante, non seulement pour maintenir un cours du change menacé par l'accentuation du déficit commercial, mais même pour le faire monter, et un niveau d'exportations croissant au delà de ce qu'on aurait pu prévoir, se sont heureusement conjugués pour maintenir un équilibre défaillant. On ne peut pas espérer que les coïncidences seront toujours aussi favorables. Aussi doit-on s'étonner qu'en réponse à une question précise posée à la Chambre des Communes au sujet des mesures prises pour «rétablir la balance commerciale» (sic), le ministre du Commerce ait déclaré: «Aucune mesure n'est prise. Tant que la balance défavorable du commerce ne sera pas préjudiciable, à nos yeux, nous n'interrompons pas les approvisionnements en biens de production qui rendent possible l'expansion du programme actuel de travaux dans notre pays¹.» C'est escamoter la question.

Jacques PARIZEAU

Inventaires manufacturiers et conjoncture canadienne

L'année 1956 semble avoir donné lieu, dans l'ensemble de l'économie canadienne, à une très forte accumulation d'inventaires. C'est en tout cas ce que révèlent les données actuellement disponibles de la comptabilité nationale. Pour le premier trimestre, l'investissement sous forme d'inventaires commerciaux, évalué au taux annuel, après rectification

1. *Débats de la Chambre des Communes*, 28 novembre 1956, p. 114.